Un «printemps arabe» à la française

Par Nour-Eddine Boukrouh
noureddineboukrouh@yahoo.fr
noureddineboukrouh.facebook

Ce qu'il s'est produit ces dernières semaines dans la vie politique française avait un air de «printemps arabe». D'ailleurs, c'est à l'un des acteurs de cette succession d'évènements inattendus, Jean-Luc Mélenchon, qu'on doit le mot qui l'y apparente en utilisant l'expression «dégagisme», un néologisme que lui a inspiré le célèbre «Dégage !» que scandaient les Tunisiens à la face de Ben Ali en décembre 2010 pour le faire partir. Né et ayant vécu au Maroc avant de rejoindre la France, M. Mélenchon a gardé quelque chose de la gouaille nord-africaine. Néanmoins, le «printemps arabe» français se différencie du «printemps arabe» tunisien à ses points de départ et d'arrivée.

Fatiguée de sa classe politique régie depuis la Troisième République par une loi de l'alternance devenue improductive — la droite inclinant à l'Etat providentiel et la gauche au libéralisme, dérogeant ainsi chacune à sa nature —, la France a «dégagé» l'une et l'autre.

Non dans un mouvement de rue, mais en usant du bulletin de vote ; pas une goutte de sang n'a été versée mais beaucoup de caciques de tous bords sont passés à la trappe.

En Tunisie, la surprise avait été énorme en 2012 lorsque le parti islamiste «Ennahda» avait remporté contre toute attente les élections pour la mise en place d'une l'Assemblée constituante. Quelques mois plus tard, le même phénomène se produisait en Égypte. Il ne fut plus dès lors question dans le monde de «printemps arabe», mais d'«hiver» islamiste. Des milliers de morts avaient été décomptés dans les deux pays pour arriver finalement un résultat paradoxal : une révolution et des élections démocratiques pour instaurer lathéocratie. A quelques détails près, la chose s'est vue plusieurs fois dans l'histoire de la France.

Analystes et médias entretiennent depuis des années en France la peur d'une accession de l'extrême droite au pouvoir. Avec la disqualification à la présidentielle des candidats les plus en vue dans un mouvement de chute de dominos (Sarkozy, Hollande, Juppé, Valls, Fillon), on donna à cette peur plus de mordant car il n'y avait plus en lice parmi les candidats crédibles que deux éternels «nouveaux», Marine Le Pen pour l'extrême droite et Jean-Luc Mélenchon pour l'extrême gauche, et, au milieu, un «nouveau-né» tombé du ciel pour tout de suite revendiquer l'espace encore chaud qu'occupaient la droite traditionnelle, la gauche conventionnelle et le centre mitoyen des deux côtés.

La jeune Tunisie s'en est finalement sortie en allant chercher dans son passé un homme de 88 ans, Béji Caïd Essebsi, qui s'était distingué en se séparant de Bourguiba puis de Ben Ali après qu'il eut acquis la certitude que leur but n'était pas la démocratie mais la présidence à vie. Il s'est alors retiré de la vie politique jusqu'à ce que la révolution le rappelât au devoir patriotique, un peu comme avait fait la France en 1940 avec le maréchal Pétain qui, au lieu de la sauver, allait la livrer, lui, à la «collaboration» avec l'occupant.

Ce n'est pas à Pétain que doit être comparé Béji Caïd Essebsi mais à son contre-exemple, le général de Gaulle. Ce dernier a surgi dans l'histoire de France en lançant «l'Appel du 18 juin 1940» pour résister à l'occupation allemande. C'est ce qu'a fait Caïd Essebsi en 2012 en lançant «Nidaa Tounes» (l'Appel de la Tunisie) pour contrer l'islamisme et ramener son pays à la raison d'être de la «révolution du jasmin», la démocratie. L'«Appel» devint la dénomination du parti avec lequel il a gagné les élections législatives puis la présidentielle en 2014, stabilisant enfin la Tunisie.

Le 7 mai 2017, la vieille France opta avec un pourcentage d'abstention non négligeable pour le «nouveau-né» d'un an qui s'était imposé à elle. Dans sa résignation, elle ne pouvait que lui ajouter les clés de l'Assemblée nationale afin que, tant à y être, qu'il puisse gouverner à l'aise, ce qu'elle fit dès le premier tour des élections législatives.

Le 7 mai 2017, la vieille France opta avec un pourcentage d'abstention non négligeable pour le «nouveau-né» d'un an qui s'était imposé à elle. Dans sa résignation, elle ne pouvait que lui ajouter les clés de l'Assemblée nationale afin que, tant à y être, qu'il puisse gouverner à l'aise, ce qu'elle fit dès le premier tour des élections législatives. Aujourd'hui, 18 juin, se tient le deuxième tour qui confirmera un peu plus ou un peu moins l'époustouflante victoire.

Le 18 juin est une date liée dans l'esprit des Français à l'idée de salut en relation avec de Gaulle qu'on appelle aussi «l'homme du 18 Juin». Dira-t-on dans quelques années que Macron a été aussi à sa façon un «homme du 18 juin», un réformateur-sauveur ?

Il a fallu au général de Gaulle l'occupation de la France par une puissance étrangère, une guerre mondiale qui s'est soldée par soixante millions de morts, treize ans de traversée du désert puis la guerre d'Algérie qui menaçait de dégénérer en guerre civile pour qu'il accède enfin aux fonctions de président de la République. Pour un mandat et demi, avant d'être amené à démissionner quelques mois après les émeutes de mai 1968. Ceux qui lui ont succédé à ce poste, Pompidou, Giscard d'Estaing et Chirac, ont été ses ministres. Puis ont suivi Sarkozy, issu de l'écurie de Chirac et Hollande de celle de Mitterrand, l'adversaire de toujours du général. Le passage aux responsabilités de la génération de Sarkozy et de Hollande n'ayant pas été concluant, la France est passée à la troisième, inaugurée par un jeune homme sans pedigree, ne se voulant ni de gauche, ni de droite, ni du centre, mais des trois. 360°. Est-ce la formule magique, le Graal que personne n'a trouvé ? «Le mariage est la principale cause du divorce», réplique un acteur dans un film humoristique français pour justifier son célibat. Dans le cas de de Gaulle, le mariage avec la France était bancal depuis l'origine, plein de quiproquos et donc voué au divorce comme si le tragique destin de cet homme était de venir à la politique en pleine guerre mondiale, d'y revenir dans l'ambiance d'une guerre coloniale et de la quitter sous les émeutes. C'est à croire qu'il n'avait pas de place dans le présent, dans la réalité, mais uniquement dans les remous de l'histoire et le silence du Panthéon.

Vivant, le village de Colombey-les-deux-Eglises lui suffisait. Mort, il n'est pas un lieu-dit, un hameau, un village ou une ville de France où son nom et sa mémoire ne soient honorés. Il aura été le héros dont le peuple ne s'accommoda jamais car trop exigeant, trop droit, trop cartésien.

Aux antipodes de ce sort tragique, il y a le statut de béni des dieux à la naissance fait à Macron à qui il a suffi d'être au bon moment et au bon endroit dans l'histoire de France pour se retrouver à son faîte, et dont il a déjà la particularité d'être le plus jeune dirigeant et le premier, hors période monarchique, à utiliser à son propre sujet des locutions au sens connu ou occulte comme «maître des horloges» ou des adjectifs qualificatifs comme «jupitérien», expressions qui, dans la bouche du général de Gaulle, auraient suscité indignation, tollé, manifs et barricades.

Après sa victoire au premier tour de l'élection présidentielle avec 24% des voix, j'avais intitulé ma chronique sur le sujet «Une victoire de trader». Puis, quand il fallait devoir emprunter deux fois plus que le modique «apport personnel» pour devenir président, j'avais invoqué la nécessité d'être doté d'un grand talent de banquier pour convertir ces emprunts en «fonds propres». M. Macron l'était, ce qui nous autorise à affirmer que si on devait donner un visage à la chance de nos jours, ce serait le sien.

Après sa victoire au premier tour de l'élection présidentielle avec 24% des voix, j'avais intitulé ma chronique sur le sujet «Une victoire de trader». Puis, quand il fallait devoir emprunter deux fois plus que le modique «apport personnel» pour devenir président, j'avais invoqué la nécessité d'être doté d'un grand talent de banquier pour convertir ces emprunts en «fonds propres». M. Macron l'était, ce qui nous autorise à affirmer que si on devait donner un visage à la chance de nos jours, ce serait le sien.

Cet homme est né sous une bonne étoile. Il a travaillé chez Rothschild comme Pompidou a été directeur général dans la prestigieuse banque, mais lui n'est pas tombé du ciel directement dans le fauteuil présidentiel, il a été le compagnon de de Gaulle puis l'héritier de l'œuvre, des structures et du personnel du gaullisme. Le parti de Macron n'a pas encore vu le jour, il n'a pas encore tenu son congrès constitutif qu'il se prépare à encaisser dans quelques jours des dizaines de millions d'euros d'argent public. En Algérie, on possède une formule populaire pour décrire ce genre de situation : «Men lahiatou bakharlou.» («Fais-lui de l'encens avec les poils de sa propre barbe»), ce qui veut dire donner aux autres l'excitation d'avoir été enrichi alors qu'ils n'ont reçu qu'une part de ce qui leur a été subtilisé.

Après les contre-performances de Sarkozy et de Hollande qui ont dégoûté les Français de l'alternat gauche-droite, l'affaire Fillon a été la goutte qui a fait déborder le vase en même temps qu'elle a levé le dernier obstacle sur le chemin du candidat Macron qui n'avait plus en face de lui que l'extrême gauche et l'extrême droite. Comment ne gagnerait-il pas sachant que ces deux courants, en l'état actuel des choses en France, n'ont aucune chance d'arriver au pouvoir ne serait-ce que parce qu'il leur aura manqué au dernier moment une voix, un bulletin de vote, un sou pour arrondir la somme. On verra ce qu'il sera après Macron… Avec le débat de l'entre-deux tours, Marine Le Pen avait l'occasion de mettre fin à l'effet repoussoir hérité de son père et de gagner un statut de présidentiable, elle qui a réussi à dédiaboliser considérablement son parti, à moderniser son encadrement et son discours politique et, surtout, à effectuer une véritable razzia dans l'électorat populaire. Il lui suffisait de tenir pendant deux petites heures pour continuer à faire illusion, pour montrer qu'elle avait acquis la maturité politique, la maîtrise de soi et le minimum de connaissances économiques pour prétendre à la gestion du pays, choses dont on commençait à la créditer depuis sa rupture avec son père. Mais elle n'a pas tenu le coup.